

## Indicateurs macroéconomiques

Indicateurs macroéconomiques	2019 (INE)	2020 (Budget 2021)	2021 (Budget 2021)
Croissance PIB (%)	2,2	- 8,5	+ 5,4
Solde public (% du PIB)	+ 0,2	- 7,3	- 4,3
Dettes (% du PIB)	117,7	134,8	130,9
Taux de chômage (% PA)	6,5	8,7	8,2
Indice harmonisé des prix à la consommation (%)	0,3	- 0,1	+ 0,7

Indicateurs du commerce extérieur	Septembre 2020
Exportations de biens (Md€, Banco de Portugal)	38,9 (- 12,7 % en g.a.**)
Importations de biens (Md€, Banco de Portugal)	49,5 (- 17,2 % en g.a.)
	Août 2020
Exportations de services (Md€, Banco de Portugal)	16,3 (- 40,3 % en g.a.)
Importations de services (Md€, Banco de Portugal)	10 (- 24,6 % en g.a.)

\* Hors recapitalisation de la banque publique Caixa Geral de Depósitos, le déficit public a été de 0,92 % du PIB

\*\* Glissement annuel

## MACROECONOMIE

- **L'assureur COSEC prévoit une récession de 8 % cette année**

La compagnie d'assurance COSEC estime, sur la base d'une étude de son actionnaire Euler Hermes, que l'économie portugaise devrait se contracter de 8 % cette année puis rebondir de + 6 % en 2021, au-dessus de la moyenne européenne (+ 4,8 %). D'après le communiqué, le Portugal ne « récupérera totalement » des conséquences économiques de la pandémie qu'à partir de 2022. Il est prévu une augmentation des faillites d'entreprises de 15 % en 2020 puis en 2021. Le communiqué indique que l'économie portugaise a été « fortement atteinte » par la pandémie avec un effondrement de la consommation interne en raison du poids des activités « liées à l'hôtellerie et à la restauration, aux transports, à l'habillement et chaussures, à la culture et le divertissement, au mobilier et aux articles de maison » qui représentent « près de 27 % du PIB ».

Par ailleurs, dans [un autre communiqué](#), la COSEC estime qu'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne sans accord (« hard Brexit ») pourrait provoquer une baisse des exportations portugaises de 433 M€ sur un an. Les catégories de produits les plus affectées seraient les équipements de transports (109 M€ de pertes annuelles), les machines et équipements électriques (66 M€) et les textiles (57 M€). En cas de sortie avec accord au 1<sup>er</sup> janvier 2021 (« soft Brexit »), dont la probabilité est estimée à 55 % par EH, les pertes d'exportation ne seraient que de 218 M€ sur un an.

- **Le revenu des ménages au Portugal a été relativement préservé selon l'OCDE**

D'après [les données publiées par l'OCDE](#), le revenu des ménages portugais a diminué en moyenne de 2,4 % au 2<sup>ème</sup> trimestre, en glissement annuel, tandis que le PIB a reculé de 16,5 %, en g.a. également. En comparaison, le PIB italien s'est contracté de 17,9 % sur la même période, entraînant une dégradation de 7,7 % du revenu des ménages. La France, a enregistré une baisse du PIB de 18,9 % mais accompagné d'une diminution minimale du revenu des ménages (- 1,8 %). Les comparaisons entre pays sont à relativiser, les statistiques pouvant refléter des mesures de soutien temporaires.

- **L'AICEP a capté 23 projets d'investissements étrangers depuis le début de l'année**

Le président de l'Agence portugaise de promotion de l'investissement (AICEP), Luis Castro Henriques, a indiqué avoir sécurisé 23 projets d'investissements étrangers depuis janvier 2020, mettant fin à la forte croissance enregistrée ces deux dernières années. L'ensemble de ces projets devrait représenter un investissement total de 445 M€ et créer plus de 1900 emplois. Si toutes les intentions d'investissement connues de l'AICEP se confirment, le Portugal pourrait attirer plus de 1,10 Md€ d'IDE bénéficiant d'un soutien public, d'après le Secrétaire d'Etat à l'Internationalisation. Un montant toutefois inférieur aux deux précédentes années (1,16 Md€ en 2018 et 1,17 Md€ en 2019). En 2019, l'AICEP avait déclaré avoir sécurisé 33 contrats en 12 mois avec des investisseurs de 9 pays différents. Cette année, en 9 mois, l'AICEP a capté 23 contrats avec des investisseurs de 12 pays, illustrant une diversification géographique. L'Allemagne domine le classement cette année, suivie de la France, tandis que le Canada et le Japon renforcent leur présence. Deux-tiers des 23 projets sont situés dans la région Nord, principalement dans le secteur industriel.

## POLITIQUE BUDGETAIRE

---

- **La Commission européenne valide le projet de Budget 2021 du Portugal mais alerte sur les risques**

[Dans son avis rendu sur le projet de Budget 2021](#) soumis par le Gouvernement portugais, la Commission européenne estime que le Budget est « [...] en ligne avec les recommandations adoptées par le Conseil européen du 20 juillet 2020 ». Elle alerte cependant, à l'instar du Conseil des Finances Publiques, sur les risques budgétaires « liés à l'accumulation des responsabilités contingentes du secteur public », en particulier à travers les garanties publiques accordées dans le cadre des lignes de crédit débloquées pour soutenir la trésorerie des entreprises affectées par la crise. Si elles venaient à être activées, en cas d'insolvabilité des entreprises concernées, l'impact « se reflèterait sur la dette publique et le déficit dans le futur ». La Commission estime, sur la base du projet de Budget, que le volume des garanties publiques devrait représenter 4 % du PIB. En 2020, le poids des « mesures Covid » ayant un impact budgétaire (hors mesures de liquidité) au Portugal est estimé à 2,8 % du PIB.

## SECTEUR BANCAIRE

---

- **Les principales banques portugaises publient leurs résultats du 3<sup>ème</sup> trimestre**

Sur les 9 premiers mois de l'année, les principales banques portugaises ont doublé le montant de leur provisions et dépréciations par rapport à 2019. Ces mesures visent à se prémunir face à des éventuelles pertes futures alors que près de 460.000 moratoires sur les crédits ont été concédés aux ménages et entreprises (près de 40 Mds€) par les 5 premières banques du pays. D'après le journal *Negocios*, les provisions et dépréciations des principales banques portugaises (CGD, BCP, BPI, Santander Portugal, Novo Banco et Montepio) totalisaient 1900 M€ en septembre 2020 contre 900 M€ un an auparavant. Sur les provisions constituées, une partie du renforcement concerne les crédits aux clients, le PDG de *Caixa*, Paulo Macedo, ayant indiqué avoir augmenté « [les provisions] pour dépréciation de crédits et les provisions pour les garanties bancaires de 220 M€ ». D'après *Negocios*, pour ces 5 banques – hors *Santander* – les provisions pour les dépréciations de crédit ont augmenté de 30 % pour atteindre près de 1 Md€.

Hors *Novo Banco* qui a enregistré des pertes de près de 853 M€ sur 9 mois 2020, les banques citées ont enregistré, au total, des bénéfices de 813 M€. L'activité des banques a néanmoins été pénalisée

par la pandémie : leur marge financière a diminué en moyenne de 4 % et les commissions bancaires de 3,9 %.

## SECTORIEL

---

- **Hydrogène : le Secrétaire d'Etat à l'Energie répond aux accusations de corruption**

En réponse à des informations de presse au sujet d'une enquête pour soupçons de corruption qui viserait entre autres le ministre de l'Economie, Pedro Siza Vieira et le secrétaire d'Etat à l'Energie M. Galamba, ce dernier a publié un communiqué qui détaille notamment les réunions tenues avec les entreprises du secteur. L'information a été révélée le 5/11 par le journal *Sabado*, et le Ministère Public a confirmé l'existence d'une enquête en cours. L'enquête serait issue d'une plainte anonyme envoyée dès 2019 au Ministère Public, qui aurait alerté sur des soupçons de favoritisme de certaines entreprises, principalement dans le cadre du plus grand projet envisagé, *H2Sines*, auquel pourraient participer les groupes portugais *EDP*, *Galp*, *REN*, *Martifer*. Le communiqué du gouvernement liste les 37 projets retenus et les 35 projets rejetés ainsi que l'ensemble des réunions tenues avec des entreprises dans le cadre de la stratégie pour l'hydrogène vert. Il rejette les accusations considérant que les candidatures sélectionnées sont en train d'être détaillées et ne seront pas automatiquement intégrées à la candidature formelle pour le statut IPCEI et précise qu'à ce jour « aucun financement n'est associé ou garanti ». Par ailleurs, les deux ministres ont fait part de leur intention de porter plainte pour « accusation calomnieuse ».

- **5G : bras de fer entre les opérateurs et Anacom**

Le concours pour l'attribution des fréquences a été lancé par le régulateur des télécommunications, *Anacom* dans un contexte tendu. Au-delà du retard accumulé pour le lancement de l'appel d'offres, les opérateurs contestent le règlement d'*Anacom*, accusé d'être « discriminatoire » et de favoriser les nouveaux entrants au détriment des opérateurs déjà installés. Le régulateur a en effet prévu des incitations pour attirer de nouveaux opérateurs avec des exigences moindres notamment en termes de couverture du réseau. Le directeur d'*Anacom*, Cadete de Matos, assure pour sa part que le régulateur agit dans le « strict respect de la loi ».

Le deuxième sujet de discordance concerne l'attribution du spectre nécessaire au déploiement de la 5G à l'opérateur *Dense Air* en 2010. Les opérateurs au Portugal estiment que les licences attribuées à *Dense Air* auraient dû être révoquées, car l'entreprise aurait manqué à ses obligations contractuelles en n'ayant pas initié son activité commerciale en 2012, comme initialement prévu. Plusieurs actions en justice sont en cours, dont deux plaintes récentes de *Nos* et *Vodafone* susceptibles d'entraîner une suspension, au moins temporaire, des enchères, si elles sont reçues par le tribunal. Le calendrier actuel prévoit de clore l'appel d'offres en janvier pour répartir les licences au 1<sup>er</sup> trimestre 2021. M. de Matos, estime que les enchères pourraient rapporter 237,9 M€ à l'Etat, si les lots sont attribués au prix de référence. *Anacom* a en effet décidé de maintenir le prix de référence fixé en février, considérant la « récupération plus rapide » du secteur des télécommunications mais a choisi de flexibiliser le paiement pour tenir compte de la pandémie.

Entretemps, une étude de *Samsung*, en partenariat avec *Ipsos*, indique que la grande majorité des portugais a « entendu parler de la 5G » mais que plus de la moitié ignore en quoi consiste la technologie et son utilité.

- **5G : l'opérateur espagnol MásMóvil confirme son intention de participer aux enchères**

L'opérateur espagnol *MásMóvil*, propriétaire de *Nowo*, a l'intention de concourir à l'appel d'offres sur la 5G. Cependant, certains analystes craignent des turbulences sur le marché portugais actuellement dominé par 3 opérateurs : *Meo* (41 % des parts de marché), *Vodafone* (30,1 %) et *Nos* (26,2 %). La tendance récente des opérateurs va dans le sens d'une consolidation de leurs activités face à une baisse de la rentabilité et à la concurrence des services dits « *over-the-top* » (ex. *Whatsapp*). Dans ce contexte, les opérateurs estiment qu'il est de plus en plus difficile d'investir dans des nouvelles technologies.

- **Le gouvernement évoque la possibilité de réaliser une étude environnementale stratégique de l'aéroport de Montijo**

Lors d'une audition parlementaire dans le cadre des débats sur le projet de Budget 2021, le ministre des Infrastructures, Pedro Nuno Santos, a reconnu que la pandémie avait « [...] laissé un peu de temps pour évaluer la possibilité de réaliser une étude environnementale stratégique » concernant le projet de nouvel aéroport à Montijo (sud de Lisbonne). Plusieurs associations de défense de l'environnement appellent à réaliser une nouvelle étude environnementale qui permettrait de comparer Montijo à d'autres options.

**Responsable de la publication** : Ronan Venetz

Ambassade de France à Lisbonne,  
Service économique  
R. Santos-O-Velho 5,  
1249-079 – Lisbonne

**Rédigé par**: Louis Diéval

**Abonnement/désabonnement** :  
[lisbonne@dgtresor.gouv.fr](mailto:lisbonne@dgtresor.gouv.fr)



**Internet** : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/PT>

**Suivez-nous sur Twitter** : [@DGTresor\\_Iberia](https://twitter.com/DGTresor_Iberia)

**Copyright** : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Lisbonne

**Clause de non-responsabilité** :

*Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées.*

*Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.*